



Organe Central du Parti Communiste Internationaliste
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA
IV^e Internationale

Paraît
chaque
Vendredi

Pendant que les congés se terminent...

L'offensive capitaliste n'a pas cessé

Pour l'enrayer, il faut préparer la grève générale et ne pas s'arrêter à mi-chemin comme en Juin 1936



Pour les prolétaires se terminent les quelques journées de congés payés, seule conquête de juin 36 qui n'ait pas été sérieusement entamée. Mais ce ne furent pas des jours de congé pour le système capitaliste, son exploitation et les menaces qu'il fait peser sur le monde.

L'imbroglio international s'oriente vers des journées où doivent se produire d'importants événements. Chacun des adversaires sent la fièvre le gagner, entre la crainte de faire preuve de faiblesse et la crainte de s'engager dans l'aventure. On a été, le 21 mai dernier, à « quelques centimètres » de la guerre (Daladier dixit) ; on pourra se retrouver dans une même situation en cette fin d'août.

L'intervention des Etats-Unis et de l'Angleterre peut momentanément empêcher l'Europe et le monde de glisser de ces « quelques centimètres » fatals ; mais cette intervention est celle d'un « pacifisme » provisoire : la guerre mondiale ne peut pas plus être écartée par les homélies de Cordell Hull que par la poudre sèche de Staline, des démocraties ou des dictatures. C'est seulement un redoublement de l'action révolutionnaire du prolétariat qui peut éloigner la menace de guerre.

Or, pendant que les prolétaires de France sont partis en vacances, les capitalistes ont confié à leurs larbins du gouvernement et de la C.G.P.F. le soin de poursuivre d'autant plus impunément l'offensive menée depuis des mois. Augmentation des chemins de fer, préparation du budget, licenciements, expulsions et radiations de chômeurs, libération des cagoullards. A Marseille, les dockers se refusent à faire des heures supplémentaires : le gouvernement menace de mettre l'armée à la disposition des exploiters du port pour remplacer les dockers.

Il faut faire régner l'ordre, hurle toute la presse du Front national ; ouvriers, tenez compte des intérêts nationaux, susurre la presse radicale et républicaine ; les patrons ne sont pas raisonnables, pleurnichent « l'Humanité » et le « Populaire » où l'on cherche à se faire, réciproquement, les croc-en-jambe les plus méchants.

L'offensive capitaliste n'a pas cessé. Ni socialistes ni stalinien ne veulent faire quoi que ce soit pour mobiliser la classe ouvrière — car il faut que les élections sénatoriales se préparent tranquillement.

Quant à Jouhaux, il s'est contenté de faire quelques menaces verbales qui n'effraient pas la bourgeoisie mais peuvent tromper la classe ouvrière.

Il n'y a qu'un moyen, avons-nous dit et redit, pour enrayer l'offensive du capital : il faut recommencer et aller plus loin qu'en juin 36.

Il faut préparer la grève générale et lutter pour le contrôle ouvrier sur les entreprises. Comment ? En préparant la constitution des conseils d'entreprises et des milices ouvrières. Pour n'avoir pas mené la bataille en juin 36 jusqu'au bout, pour avoir su « arrêter la grève » et fait la « pause » que conseillaient les traîtres de la II^e et de la III^e Internationales, les travailleurs ont perdu le terrain conquis. Pour la prochaine bataille, les travailleurs doivent se méfier des grandes organisations qui les ont bernés et qui, pour sauver la face, déversent

outrages et calomnies contre les partisans de la IV^e Internationale qui, seuls, ont alerté contre la trahison ; les travailleurs ne peuvent, ne doivent compter que sur eux-mêmes. A ceux qui en ont conscience, à ceux qui sont ainsi à l'avant-garde de la classe ouvrière de se joindre à nous pour préparer la prochaine bataille.

La lutte des dockers de Marseille

Lire en page 4 :

La lettre d'un exploité du port.

La crise du Cabinet Negrin

Le journal qui a prévenu une possible crise ministérielle du gouvernement Negrin à la suite du mécontentement croissant des masses prolétariennes, contre la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et du réformisme, a été « La Commune ». Comme nous l'avions fait observer la semaine dernière, à propos du Congrès de la « paix » des chefs du Parti socialiste espagnol autour des problèmes en discussion, particulièrement des événements sanglants des journées de mai, un « changement » de la politique du gouvernement Negrin ou une crise était inévitable. La tendance marquée par le Congrès contre le stalinisme en Espagne, ne pouvait pas demeurer sans portée.

La presse stalinienne a montré son mécontentement sur la présence de Largo Caballero au Congrès du P.S.E., dans une série de notes d'une hypocrisie embarrassée et d'une duplicité qui caractérisent les assassins du Guépéou de Staline en Espagne, qui sont, pour leurs crimes, vomis par les masses des ouvriers et des paysans du territoire espagnol, où l'on peut encore parler un peu.

Par toute la politique réactionnaire sociale, anti-ouvrière, et par sa politique militaire marquée par les défaites et les trahisons, le gouvernement Negrin aurait dû être renversé par la classe ouvrière, et non dans les conciliabules d'un Congrès traité d'abord à Paris, s'il avait existé un Parti révolutionnaire.

Le gouvernement Negrin-Staline-Azana-C.N.T. a pu vivre grâce aux trahisons des organisations « révolutionnaires », qui ont démoralisé la classe ouvrière au cours d'une série de défaites, pour tomber ensuite sous la terreur du gouvernement bonapartiste de Barcelone. On dit que la crise a été déclarée à la suite de divergences entre Aiguadé, ministre catalan du Guépéou et Irujo, ministre d'Etat du gouvernement central, à propos de problèmes de justice. Il doit certainement s'agir du procès du P.O.U.M.

Les causes de la crise sont multiples, si l'on tient compte de tous les événements tragiques et sanglants inaugurés par le stalinisme en Espagne avec la provocation des journées de mai. Les

assassins de centaines de révolutionnaires comme Nin, Berneri, Wolff, Moulin ; de militants comme notre Tosca, Barbieri, Marc Rhein, etc., ne pouvaient pas être un facteur sans importance pour renverser le gouvernement existant par ces crimes et avec un système de terreur pire que celui du fascisme. Le gouvernement Negrin-Staline doit payer les crimes commis contre des milliers de prolétaires assassinés pendant les journées de mai.

L'hostilité des masses ouvrières et paysannes affamées et terrorisées par la politique du gouvernement Negrin-Staline, s'est manifestée dans une lutte de révoltes au cours de ces derniers mois, mais réprimée dans le sang par les stalinien : c'est là un des facteurs principaux de la crise du gouvernement Negrin. Une autre question qui a joué un rôle important dans la crise du gouvernement de Barcelone, est le problème de la liberté de l'autonomie administrative de la Catalogne, supprimée non par les lois, mais en fait par la politique contre-révolutionnaire de Negrin, sous le patronage des agents du Guépéou de Staline en Espagne.

Pour que la crise actuelle puisse avoir une solution « démocratique », pour assurer aux masses des ouvriers et des paysans que leur sang n'est pas versé au bénéfice de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme international, il faut exiger : les libertés démocratiques, pour le mouvement ouvrier, et l'expulsion des agents du Guépéou de Staline hors d'Espagne...

La lutte pour la construction des Comités révolutionnaires, des ouvriers, des paysans et des soldats, pour les libertés démocratiques, de presse, de réunion, d'organisation pour toutes les organisations ouvrières révolutionnaires, la libération de tous les prisonniers prolétariens, l'annulation de l'infâme « procès » du Guépéou contre le P.O.U.M., etc., doivent être des problèmes devant permettre la formation d'un front unique d'action révolutionnaire de tous les partis d'opposition aux deux internationales banqueroutières de Zurich et de Moscou, pour assurer la victoire de la classe ouvrière contre le fascisme et le capitalisme en décomposition...

Vacances orageuses

CHAMBERLAIN souffre toujours de sinusite et reste à Londres, Daladier revenu de croisière ne songe plus à y retourner, la plus grande anxiété continue à régner.

Après l'accalmie dans l'affaire russo-japonaise, voilà qu'apparaît une nouvelle tension franco-italienne et que, d'autre part, les puissantes grandes manœuvres allemandes rappellent qu'il est de graves problèmes qu'il va falloir bientôt résoudre.

Les convulsions du capitalisme déperissant continuent ; ce serait toutefois une grave faute d'imaginer que nos maîtres, malgré leur désarroi réel, glissent obligatoirement vers la conflagration mondiale, à brève échéance — certains parlent même de septembre comme date limite !

**

Si la possibilité d'une semblable « solution » bien capitaliste, n'est pas exclue, les événements pouvant conduire les uns et les autres plus loin qu'ils ne le voudraient, il faut reconnaître que, cette fois, le capitalisme cherche à retarder l'embrasement général.

La partie la plus avertie : le capital financier anglo-saxon, ne veut pas la guerre. L'expérience de 1914-18 lui en a montré les dangers tant économiques que politiques. L'absence d'internationale révolutionnaire ne le rassure qu'à demi. Qui peut prévoir les réactions des masses ? et la cristallisation rapide de leur volonté d'émancipation autour de noyaux encore faibles. La surprise de la révolution russe, de Lénine et de Trotsky, n'est pas oubliée de ces « réalistes ».

C'est pourquoi la guerre peut sévir en Chine, en Mandchourie, en Espagne, sans que le monde entier ne s'embrace ; c'est pourquoi il n'est pas douteux que d'actives négociations secrètes se poursuivent pour de substantielles concessions à l'Allemagne, à l'Italie même et que, plus particulièrement, le problème colonial est certainement en discussion.

Pour l'Europe Centrale, existent également des possibilités de compromis ; les Etats-Unis et l'Angleterre peuvent favoriser Hitler sur le plan politique moyennant certains accords économiques beaucoup plus dirigés contre les intérêts du capitalisme français que du capitalisme allemand.

Derrière Runciman il y a la Cité ; derrière la mobilisation massive des grandes manœuvres allemandes, il y a « l'atout » militaire pour contrebalancer « l'atout » financier.

Rien n'est simple dans ces marchandages que les grands partis ouvriers affublent d'étiquettes nationales pour mieux faire épouser aux masses les querelles de leur impérialisme au nom de « l'intérêt du pays », quand ce n'est pas au nom de la « démocratie » : elle est jolie la démocratie en Tunisie, en Indochine, aux Indes, en Espagne républicaine, en U.R.S.S., etc...

Ainsi orientés à discuter, sans même connaître les dessous des cartes, des « intérêts nationaux », les prolétaires sont invités à oublier leurs intérêts propres, leurs intérêts de classe, et partout en Allemagne, en Italie, en France, en Angleterre, la condition des masses s'aggrave pendant que leurs maîtres utilisent l'effort de leurs exploités pour le jeter dans la balance de leurs marchandages en vue d'obtenir le meilleur dans le nouveau partage du monde qui s'élabore.

Jamais encore le prolétariat n'a été conduit par les grands partis traitres à jouer à ce point le rôle de pion dans une partie qui n'est pas la sienne.

Jamais les paroles de Karl Liebknecht n'ont été plus justes : « L'ENNEMI EST CHEZ NOUS ». C'est notre bourgeoisie, c'est son

La guerre civile en Espagne

Démocratie bourgeoise

LA contre-offensive du front de l'Ebre se généralise sur tous les fronts, avançant difficilement, devant la résistance opposée par l'armée républicaine. Cependant les bombardements de l'aviation fasciste sur les villes de Barcelone, Valence, Alicante, etc., continuent sauvagement, semant la mort dans les populations civiles, sans défense.

Franco tarda à répondre à l'Angleterre sur le problème du retrait des « volontaires » étrangers, afin de conclure un armistice. La presse démocratique, aussi bien de « droite » que de « gauche », s'inquiéta à tel point que la presse du Front populaire, socialiste-réformiste-stalinienne, après avoir parlé de « paix » en Espagne, fait appel aux démocraties pour l'union sacrée, pour former le bloc « idéologique » des démocraties contre le bloc des fascismes, qui veulent transformer la guerre civile d'Espagne en un conflit impérialiste mondial.

A ce propos, l'appel du Congrès, ou comité exécutif du Parti socialiste espagnol, qui vient de terminer ses travaux à Barcelone, n'est pas sans importance...

Le plus caractéristique de ce Congrès de la « paix » du P.S.E. est une résolution introduite dans l'appel, dans laquelle on nie le caractère de guerre civile des événements d'Espagne, pour faire de ces événements un

conflit impérialiste mondial, entre démocratie et fascisme.

Nous reviendrons, dans le prochain numéro, à ce Congrès du P.S.E. pour tirer quelques enseignements de la paix, Prieto-Caballero-Besteiro, etc...

Nous croyons important de publier une lettre de notre camarade Tosca, assassiné par le Guépéou, lettre que nous reproduisons du numéro 7 du « Soviet » du 3 avril 1937, et se référant aux événements en cours.

La classe ouvrière étant étranglée par la contre-révolution, par le manque d'un parti révolutionnaire, les événements d'Espagne, dirigés par le bonapartisme contre-révolutionnaire réformiste - stalinien - bourgeois-anarchiste, ne pourraient trouver d'autre solution que : ou la victoire du fascisme ou leur transformation en un conflit mondial.

C'est sur ce grand problème de la guerre, fascisme et démocratie, en relation avec les événements d'Espagne, que les organisations prolétariennes d'opposition aux deux internationales réformiste-stalinienne, doivent fixer leur position de principe, contre l'union sacrée, et réaliser une action de front unique contre la guerre et les trahisons de la social-démocratie et du stalinisme.

Lettre du camarade Tosca : aux camarades du bataillon « Garibaldi »

Chers Camarades,

En février 1934, quelques-uns d'entre-vous me traitèrent de contre-révolutionnaire, à Paris, parce que je critiquais l'attitude des communistes stalinien qui, le 6 février, à la place de la Concorde, firent le front unique avec les fascistes, et criaient à tue-tête, dans les meetings : « Daladier au poteau »..., parce que celui-ci avait fait tirer contre... les fascistes : c'était le temps de la théorie du social-fascisme.

Maintenant, camarades, il paraît que vous avez compris que dans la lutte entre Kerenski et Kornilov, Franco et Azana, notre place est à côté de Kerenski. Mais ne croyez pas que Kerenski soit moins dangereux que Kornilov, au contraire, en tant



appareil « démocratique » de justice de classe, ce sont ses financiers, ses officiers, qui combinent sans cesse avec les exploités des autres pays fascistes ou démocratiques sur le dos du prolétariat international qui sont nationalement et internationalement nos ennemis mortels.

A l'heure actuelle, la mobilisation des esprits que mène le capitalisme et ses valets au nom de « l'intérêt national » nous conduit au serrage de ceinture si ces messieurs réussissent à prolonger « leur paix » ou à la guerre s'ils n'y réussissent pas.

Le prolétariat ne doit accepter ni la danse devant le buffet ni la guerre. Son objectif reste la prise du pouvoir, la révolution mondiale.

que marxistes-léninistes, il faut savoir profiter des circonstances et des contradictions du capitalisme, pour faciliter la voie du pouvoir à la classe ouvrière, sans perdre de vue que la victoire définitive contre Kornilov est impossible, sans la conquête du pouvoir de la part du prolétariat, contre les deux fronts, contre le kornilovisme et le kérenskisme.

Votre valeur combattive est pour moi d'un bon présage ; cela me fait espérer que, demain, en Italie, nous aurons des hommes qui savent mourir pour la révolution.

Le 23 juillet dernier, à la salle Trétaigne, à Paris, où beaucoup d'entre-vous étaient présents à cette réunion, votre commissaire politique Pietro Nenni proposa, pour venir en aide aux camarades espagnols... un ordre du jour de solidarité morale ; seuls, les bolcheviks-léninistes (trotskystes) présents, protestèrent contre l'attitude des Nenni et des Nicoletti, du Front populaire, en disant que, pour combattre le fascisme, il fallait quelque chose de plus concret qu'un ordre du jour. Nicoletti, votre autre commissaire, soutenu par une « clique » de bonzes et par quelques camarades trompés, déchaînés (comme il y en a beaucoup dans son parti), invectiva contre nous, B.-L., en nous menaçant de nous expulser de la salle, parce que Nicoletti et ses acolytes nous niaient le droit de critiquer les grands partis (?) socialiste et communiste (?) qui ont fait faillite comme partis révolutionnaires, et qui sont passés au service du capitalisme.

Ceux des ouvriers révolutionnaires qui ne sont pas bernés par les chefs socialistes et communistes, nous sommes venus en Espagne, dès que nous avons trouvé les moyens, tandis que vous autres, l'on vous a fait attendre l'ordre de Monsieur Staline et de Monsieur de Broukère, ou, pour mieux dire, par votre attitude ferme révolutionnaire et celle de toute la classe ouvrière, le social-réformisme, le stalinisme et l'U.R.

bourgeoise ou socialisme

S.S., ont fait croire qu'ils abandonnaient la politique criminelle de la neutralité. Je pense que la venue sur le sol ibérique fut pour vous un grand soulagement ; j'explique votre héroïsme par la haine que vous avez accumulée en maintes années de souffrances ; haine légitime, puisque vous tous, connaissez le « manganello », le tribunal spécial, la prison, le « confino » ou la surveillance spéciale et l'exil. Vos chefs se sont solidarisés avec les chefs staliniens d'Espagne, qui propagent la lutte physique contre le P.O.U.M. parce que c'est un parti qui maintient des positions plus révolutionnaires.



Le déroulement de la guerre civile espagnole vous fait-il prévoir un 1919 allemand ? Déjà, les futurs Noske sont en train d'en préparer l'idéologie, et le parti, le P.O.U.M., qui a été le plus conséquemment révolutionnaire, malgré ses erreurs, d'avoir participé au pouvoir, dans un gouvernement de coalition, et qui a versé le sang de ses meilleurs militants, est visé par les coups des partis petits-bourgeois et bourgeois de la contre-révolution.

Vous, les victimes du fascisme italien, vous savez mieux que quiconque que la démocratie bourgeoise, aidée par la social-démocratie et par le stalinisme, a fait partout le lit au fascisme, non seulement en Italie, avec F. S. Nitti, fondateur des « garde regie », mais en Allemagne, en Autriche et surtout en Espagne menacée sérieusement par le fascisme.

Vous avez goûté aux délices de la démocratie bourgeoise en France, en Belgique, et en d'autres pays. Beaucoup d'entre vous ont traversé les frontières d'un pays démocratique à un autre, parce que « indésirables » et indésirables parce que prolétaires révolutionnaires. Vous avez été emprisonnés dans ces pays démocratiques parce que vous faisiez de la politique prolétarienne, et selon la logique bourgeoise, cet emprisonnement était juste, étant donné que vous n'étiez pas « chez vous ». Mais en Italie, aussi, dans votre « patrie », — si l'on veut employer le même langage, vous avez été emprisonnés pour faire de la politique, quand l'Italie était démocratique, au temps de Nitti. Il y en a parmi vous qui, dans les pays démocratiques ont été condamnés et « passés à tabac » non seulement pour être subversifs, mais pour être seulement chômeur, ou simplement pour être étranger...

Des abonnements!

3 mois	8 Fr.
6 mois	15 Fr.
1 an	30 Fr.

Compte Chèque Postal : BRAUSCH 1773-07 Paris

Il y a aussi les vétérans de « la cloche » qui connaissent non seulement la faim, mais aussi les poux... Je vous dis tout ceci, à seule fin de rappeler votre instinct de classe, de prolétaires sans patrie, de ne pas vous battre pour la démocratie, comme le désirent vos partis (1914-1918 ne doit pas être oublié) — mais pour le Socialisme, et pour que l'exemple du prolétariat espagnol (le fusil à l'épaule) puisse servir au prolétariat italien, pour abattre le capitalisme et le fascisme, pour instaurer le Socialisme, qui sera le seul grand et véritable allié de la classe ouvrière espagnole, qui se bat héroïquement pour la Révolution socialiste.

Salut,
Barcelone, le 18-3-37.

TOSCA.

Mise en garde contre une infamie

Le Secrétariat du P.C.I. a été informé qu'à la direction du P.O.U.M. à l'étranger était parvenue une information suivant laquelle le camarade Fosco serait retourné en Espagne et se trouverait dans un bataillon du P.S.U.C. (stalinien) où il y aurait fait fusiller trois membres du P.O.U.M.

Cette information est strictement mensongère. Depuis son départ d'Espagne (janvier 1938), l'activité du camarade Fosco a été constamment sous le contrôle des organismes responsables du P.C.I. ; à aucun moment ce camarade n'est retourné en Espagne.

Le Secrétariat du P.C.I. a désigné une commission pour enquêter sur l'origine et la propagation d'une telle infamie.

Le Secrétaire du P.C.I.

Le 17 août 1938.

Des économies ...

Les vacances ne sont guère favorables pour « la Commune ». Aussi ne pouvons-nous sortir, cette semaine, que 4 pages, en nous excusant auprès de divers correspondants d'être obligé de remettre à la semaine prochaine la publication de leurs notes.

Des économies, nous sommes encore obligés d'en faire sur le plan de la diffusion par la réduction du nombre de kiosques où le journal est mis en vente. Diverses mesures sont mises au point par l'administration. Les groupes et camarades de province recevront cette semaine une circulaire à ce sujet.

Quant à nos lecteurs au numéro — qui nous rendraient un si grand service en prenant un abonnement — nous les avisons que le journal sera mis en vente dans un nombre réduit de kiosques (dont nous publierons ultérieurement la liste). Ces kiosques seront choisis comme étant ceux situés dans les endroits les plus importants pour la vente.

**

La période d'été, les semaines présentes, sont les plus difficiles à passer pour l'administration d'un journal révolutionnaire qui ne connaît que des semaines difficiles. Nous sommes obligés de faire des économies pénibles pour notre rayonnement.

Faites aussi quelques économies sur vos dépenses de vacances... pour alimenter la caisse de « la Commune ».

EN TUNISIE

Un par un ...

DANS le précédent numéro de « La Commune », nous avons signalé, en nous basant sur les dépêches d'agences, de la position d'harakiri prise par la Fédération Socialiste de Tunisie. Il nous est nécessaire de revenir sur ce sujet, en commentant quelque peu le numéro du 5 août de « Tunis Socialiste », organe S.F.I.O. de la Tunisie.

L'article éditorial signé Robert Ladel contient plus d'un regret sur l'attitude du Résident général Guillon, nommé à ce poste par le Front populaire, et — si nous ne nous trompons pas — par le premier ministre Blum.

Par ses mesures, est-il écrit dans « Tunis Socialiste », il vient « de s'aliéner officiellement le concours des socialistes, ses amis d'hier ». Donc, officiellement, le socialiste Ladel dit au Résident Guillon : vous n'aurez pas notre concours. Mais, officieusement ? Mais, pratiquement ?

La Fédération Socialiste de Tunisie aurait pu tenter de mener une agitation contre le décret du 28 juin, elle aurait pu demander et obtenir du groupe parlementaire socialiste, du « Populaire », du parti socialiste tout entier, une campagne énergique contre une mesure inique. Non, « Le Populaire » se tait, Paul Faure cherche à sauver son parti du plumage par les staliniens, et Blum, grand défenseur des intérêts de l'impérialisme français, a trouvé la « solution » pour contenter celui-ci et... apaiser les scrupules et les inquiétudes de militants pour qui le socialisme n'est pas qu'un mot. Ecoutez ce que l'on peut lire dans dans « Tunis Socialiste » :

« Et, en attendant, je défie quiconque, fut-il Président de la République, ou chef d'un parti fasciste, d'obliger les militants socialistes de Tunisie à ne plus être socialistes, un par un. La loi ou le décret qui les empêchera de penser n'est pas encore connu. Et d'ailleurs, il n'aurait pas plus d'efficacité pour arrêter le mouvement socialiste que le décret du 28 juin 1938.

Le socialisme continue en Tunisie, dans le cœur de chacun d'entre nous.

Il sera l'objet de toutes nos conversations. »

Vous voulez nous empêcher de lutter pour le socialisme, de nous organiser à cet effet. Alors, c'est fini de notre amitié pour vous ; mais ce n'est pas vous qui nous dissoudrez, c'est nous-mêmes.

Ça vous embête bien, n'est-ce pas ? Nous serons socialistes, UN PAR UN !!!

Les déclarations en faveur des opprimés des colonies, les reportages de Mme Paz, tout cela c'est pour la galerie. Le socialisme, chaque « socialiste » à la Léon Blum le cultivera en Tunisie tout seul, bien proprement.

**

Les opprimés de l'Afrique du Nord, ceux de Tunisie comme ceux d'Algérie et du Maroc, ont pu, pendant ces deux années de Front populaire, faire une expérience plus que concluante. Les hommes de la II^e Internationale, comme ceux de la III^e n'ont fait qu'être les domestiques des exploités français. Pour pouvoir se libérer du joug colonial, pour pouvoir développer librement leurs nationalités, ces peuples ne trouvent et ne trouveront d'appui que parmi les partisans de la IV^e Internationale, les partisans de la révolution prolétarienne mondiale.

Après le congrès du P.S.O.P.

RECTIFICATION

Dans le compte rendu du congrès du P.S.O.P., nous avons indiqué qu'un camarade du R.S.A.P. (de Hollande) avait apporté le salut de son organisation à ce congrès. Il n'en a pas du tout été ainsi. L'organisation hollandaise qui salua le congrès du P.S.O.P. fut le B.R.S. qui est adhérente au Bureau de Londres. Au Congrès du P.S.O.P. assistait un membre du R.S.A.P. mais uniquement comme envoyé de la rédaction du « Nieuwe Fakkel » à fin d'information. De même le R.S.A.P. n'avait envoyé aucun représentant aux obsèques d'Otto Bauer, ainsi que cela avait été publié dans « Juin 36 ».

Combines politiciennes et lutte révolutionnaire



C'est en novembre qu'à Nantes se tiendra le congrès de la C.G.T. A la base, les syndiqués auront ou n'auront pas le droit de s'exprimer, cela dépendra de la force des minorités dans chacun des syndicats ; puis il y aura tout un échafaudage bureaucratique à escalader, par région, par fédération, qu'il sera très difficile, pour ne pas dire impossible, à un militant de base de franchir. On peut, dès maintenant, affirmer sans crainte de se tromper, qu'il n'y aura pas, au prochain congrès de Nantes, sur le millier de délégués prévus, plus de 1 ou 2 % de délégués vivant de leur salaire à l'usine ou au bureau et non de leurs appointements de permanents de syndicats...

Depuis le Congrès de Toulouse, se sont produites les journées de juin 1936 ; une des conséquences fut un afflux d'adhésions aux syndicats qui n'y étaient pour pas grand chose ; cet afflux a été presque partout habilement utilisé par les stalinien qui ont ainsi fortement renforcé leurs positions dans la C.G.T. A Toulouse, ils se faisaient battre sur diverses motions comme les « incompatibilités » ; il n'est pas sûr qu'il en soit de même à Nantes. Au contraire, l'appareil du parti stalinien a la certitude de renforcer ses positions et, dans les fractions stalinienne de responsables, qui fonctionnent d'autant plus sérieusement que les fractions de base n'existent plus, il est question de faire entrer au Bureau confédéral Henry Raynaud soi-même. (Après tout, il n'est pas plus bête, mais il est plus fourbe et plus canaille que d'autres de l'équipe).

Pendant que les stalinien opèrent dans l'ombre, l'équipe de « Syndicats » commence à ficher quelques jalons pour sauver « l'indépendance du syndicalisme »... et le poste de secrétaire de Belin. Pour sauver cette fameuse « indépendance du syndicalisme », Chambelland a préconisé dans « La Révolution Proletarienne » le bloc des révolutionnaires avec les réformistes de « Syndicats ». Pendant quelques numéros, cette même position a été soutenue par « Le Libéraire » qui, s'il garde depuis une ou deux semaines, un silence prudent sur ce point, n'en continue pas moins à déplorer, au nom de la liberté de parole, l'accueil hostile et le chahut faits à Jouhaux par la minorité révolutionnaire des instituteurs.

Mais le bloc préconisé par Chambelland, que nous dénonçons dès le premier jour comme une combine qui ne pouvait que servir Jouhaux, n'a pas rencontré beaucoup de sympathie.

Le Cercle « Lutte de Classes » a dit : non. Et, à « La Révolution Proletarienne », des protestations se sont exprimées. Chambelland a bien reçu l'appui d'un instituteur du Rhône qui dénonce les militants de l'Ecole Emancipée comme d'anciens communistes. Mais, par contre, un autre instituteur du Rhône, Jacquet, déclare que le système Frachon et le système Jouhaux se ressemblent beaucoup et la démonstration en est faite de façon péremptoire par L. Nicolas.

**

Bloquer les mandats avec les réformistes de « Syndicats » contre les stalinien, c'est une opération condamnée par avance ; ce bloc serait aussi impuissant que le Front populaire contre le fascisme. La seule tactique qui soit bonne est celle des camarades instituteurs de « L'Ecole Emancipée » : en

agissant comme une minorité ardente, combative, ils ont obligé pratiquement les réformistes et les stalinien à se soutenir réciproquement, c'est-à-dire à montrer que leur lutte ne porte que sur des questions de place et non sur des questions d'orientation.

Nous appuierons les camarades de « L'Ecole Emancipée » et du Cercle « Lutte de Classes » sur cette position intransigeante de combat (tout en exprimant nos divergences sur d'autres questions avec eux). A cette occasion, il sera aussi possible à bien des militants de juger la vraie nature de certains opposants à la Chambelland et à la Chazoff qui, depuis des années, dans la C.G.T., avant comme depuis l'unité, ont été les meilleurs auxiliaires de Jouhaux. Ce dernier, cette fois-ci encore, laisse la bataille de crabes s'engager de façon qu'il puisse intervenir en arbitre entre les clans des politiciens du mouvement syndical.

land et à la Chazoff qui, depuis des années, dans la C.G.T., avant comme depuis l'unité, ont été les meilleurs auxiliaires de Jouhaux. Ce dernier, cette fois-ci encore, laisse la bataille de crabes s'engager de façon qu'il puisse intervenir en arbitre entre les clans des politiciens du mouvement syndical.

Contre le réformisme, contre le stalinisme et contre les combines de basse politique des Chambelland et autres « purs » syndicalistes, il faut opposer un programme de lutte révolutionnaire. Il n'aura pas grand succès à Nantes parmi les bureaucrates ; il aura beaucoup d'écho dans les entreprises. Et cela est bien plus important.

La lutte des dockers de Marseille

TOUT n'a pas été dit dans le conflit qui met en présence notre corporation toute entière, dockers et agents de maîtrise unis, contre les gros patrons de la manutention du port.

Depuis trop longtemps, à mon avis, et c'était l'avis également de tous les copains, le bavardage durait entre notre direction syndicale et les exploiters du port.

Exactement depuis mars 1938, on discute pour l'amélioration de notre sort (si envié par les ouvriers d'autres corporations, à ce que prétend la presse des fieffés réactionnaires), et si la direction de notre syndicat a engagé l'action, elle l'a fait par force, car nous commencions à râler sérieusement contre elle.

D'abord, un mot sur les conditions de notre travail : en ce qui concerne la sécurité, nous courons tous les jours les risques de nous tuer, et cela sans exagération ; un exemple pris parmi beaucoup d'autres : nous travaillions à bord du « Metzinger » à une hauteur de 6 à 7 mètres, sur un simple planchon d'une largeur maximum de 1 m. 10 environ, reposant simplement sur le seuil de la porte de la cambuse et sur une galiote, située au centre de la cale.

Nous avons demandé que cette cale soit fermée, nous ne l'avons pas obtenu.

Autre chose maintenant : là où l'on employait six hommes pour un travail, on en met quatre, naturellement de cela personne ne parle. Cela va-t-il durer longtemps ? Nous ne voulons plus être considérés pis que des bêtes de somme, n'en déplaie à messieurs les aconiers et à leurs valets de tout acabit.

La compression du personnel, son insécurité ne suffisent plus à l'appât de ces messieurs, à notre demande de réajustement des salaires, ils répondent : « Vous gagnez plus que les autres », cela équivaut à « vous pouvez crever de faim », car, en réalité, nous avons un salaire non seulement moindre vis-à-vis d'autres corporations, mais également en comparaison des dockers du Havre, par exemple.

Pour 6 heures 40 de travail consécutif, nous gagnons 55 francs, les plus favorisés font trois jours de moyenne par semaine, plus une nuit de 8 heures 40 payée 135 francs, ce qui fait au total 300 francs par semaine, sur lesquels il faut diminuer les 12 fr. 50 d'assurances sociales.

C'est cela « les salaires fabuleux » qui font pleurer « les petits pauvres » de la Chambre de Commerce de Marseille !

L'action engagée depuis le 11 juillet par notre Syndicat (cessation du travail pour les heures supplémentaires et le dimanche) laquelle action fut suivie unanimement par les 6.000 dockers, n'est plus suffisante. Il faut, comme on nous l'a promis, à maintes reprises, élargir le mouvement à tous les ports méditerranéens, c'est une des conditions pour triompher ; ce n'est pas la seule.

Nous sommes quelques-uns, Andéani, qui ne nous étonnons pas du tout du soutien que porte le Gouvernement du Front populaire au patronat. Mais réfléchis un peu et tâche de comprendre quels sont les hommes et les Partis qui ont

frayé, par leur trahison, le chemin à un tel gouvernement, dont le chef Daladier aurait osé, d'après le « Petit Marseillais », dire à la délégation des primeuristes algériens : « embauchez vos hommes, je les protégerai ».

Nous ne nous étonnons pas du tout de telles paroles, et nous savons depuis toujours que l'on ne doit accorder aucun crédit aux représentants ouverts ou masqués de notre bourgeoisie. Les jaunes et les gardes mobiles de Daladier peuvent venir, et si vous, Gagnaire, Andréani et les autres responsables vous ne donnez pas l'ordre de les recevoir comme il faut, nous nous en chargerons nous-mêmes.

Je ne pense pas que vous vous laisserez influencer plus longtemps par le plus grand des partis traîtres, j'ai nommé le Parti communiste français, qui vous souffle des mots d'ordre qui tracent la voie à la trahison de notre mouvement.

Nous nous fichons complètement que la Malle des Indes ne soit pas chargée, d'ailleurs, sur ce point, les patrons se sont moqués des complications diplomatiques que vous craigniez.

Nous ne voulons pas du tout charger également les navires de guerre, « qui assurent la défense nationale de notre pays », car il ne sera notre pays que lorsque les ouvriers auront conquis le pouvoir.

Vous, Gagnaire et la délégation de notre corporation, vous avez refusé l'arbitrage (encore une loi que le P.C.F. a votée) il faut continuer dans cette voie.

Nous ne voulons que notre dû et nous refusons toute conciliation qui ne peut qu'avantager les patrons à notre détriment.

M. Masselin, sur-arbitre nommé par le Gouvernement et que nous ne voulons pas reconnaître, vient d'appuyer la thèse des patrons et nous conseille de continuer à bavarder avec ces derniers.

Il faut continuer à refuser ce fantôme d'arbitre, il faut qu'à la conférence de la subdivision de la Méditerranée qui doit se tenir cette semaine, on préconise l'élargissement du conflit à tous les ports, non seulement au stade actuel, mais envisager sérieusement le déclenchement d'une grève générale, qui seule fera céder la bourgeoisie pourrissante.

C'est la seule solidarité efficace que peuvent nous apporter nos frères de Port-Vendres et de tous les ports méditerranéens, pour le triomphe de justes revendications.

Un agent de maîtrise docker.

NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36

Travail composé et tiré par des ouvriers syndiqués.
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».

Le Gérant : A. RASTIDE.